

Les confinés, ce sont les plus mobiles !

Depuis que le virus Covid-19 a été identifié, le repli spatial a constitué une préconisation politique essentielle. Ce qui est recommandé sous le terme désormais consacré de distance sociale, c'est le maintien d'une distance minimale entre les personnes, bien géographique celle-là. Et la mettre en œuvre suppose une forme de maîtrise sur nos conditions de vie, sur notre habitat. Confiner, c'est placer entre des limites. Cela implique que le contour que l'on érige à la périphérie de soi-même, entoure un centre, stable lui ! En filigrane de cette politique, on voit s'esquisser une pensée politique de l'espace très classique, tout à fait en décalage avec l'analyse des mobilités contemporaines.

Ne sont véritablement confiné-es aujourd'hui que celles et ceux qui ont un logement suffisamment grand pour permettre au nombre de personnes qui y vivent de ne pas trop en sortir. En avoir deux, qu'on soit des enfants en résidence alternée ou des couples non-concubins, c'est déjà se trouver hors de ce cadre normatif... Cette logique de sédentarité extrême se présente désormais comme une marginalité spatiale positive, car choisie. Ne sont donc concernés ni les sans-logis, ni les entassés. Notamment celles et ceux qui subissent, en prison ou en centre de rétention administrative, une assignation de mise à l'écart de la société qui prend effet dans des lieux enclos où le confinement est paradoxalement impossible : les densités trop fortes s'y traduisent dans les faits par une promiscuité délétère.

Ceux qui ont « accès »

Le confinement dont il s'agit n'a rien d'un enfermement ! Et ce, malgré le sentiment croissant de frustration de celles et ceux qui l'appliquent depuis un mois en se privant de l'accès à la multiplicité des lieux habituellement fréquentés. A y regarder de plus près, ne sont finalement concernés que celles et ceux qui peuvent vivre entre quatre murs parce qu'ils le font de manière tout à fait connectée ! Pouvoir, depuis chez soi, conserver des ressources régulières, c'est travailler à distance, être retraité ou encore indemnisé pour un chômage partiel ou permanent, un arrêt maladie. On continue alors d'être relié à un système marchand, lui-même relayé par un complexe bancaire qui nous « donne accès ». Et place les personnes concernées en situation de continuer à consommer à distance (faire ses courses le moins loin possible du domicile, se faire livrer, etc.).

A LIRE AUSSI

Covid-19 : pour une mémoire ordinaire de l'extraordinaire

Certes, certains biens et services, notamment immatériels, sont désormais inaccessibles : soins du corps, pratiques de sociabilité, offre culturelle. Et l'avalanche d'ouverture de contenus en ligne dans ces domaines ne compense pas ce qui fait leur force habituelle, l'intensité des liens que ces secteurs stimulent. Mais ce mode « dégradé » reste un luxe, la carapace électronique qui garantit la faisabilité de notre enfermement apparent. Toute cette insertion économique se produit dans un processus d'invisibilisation des liens, produit par le système capitaliste qui les financiarise. Qu'il est facile de commander sur une grande plateforme en ligne sans penser aux employés qui travaillent dans ses entrepôts, livrent, déploient matériellement les réseaux sur lesquels repose notre approvisionnement !

Informalisés et autres illégalisés

Les confiné-es sont donc celles et ceux qui, même immobiles, « ont accès ». A l'extrémité inverse du spectre social, les non-productifs, les « informalisés » et autres « illégalisés », celles et ceux

qui ne peuvent plus vendre leur travail manuel et physique (ménage, construction), qui ne sont pas pris en charge par les systèmes de santé, et tous ceux qui ont du mal à se relier au monde libéral. On peut aussi assister à des bascules rapides : l'étudiant·e issu·e d'un milieu modeste, qui n'a pas d'ordinateur ou de bonne connexion internet chez lui, parfois confiné·e dans une chambre minuscule où il-elle est désormais privé de la restauration à bas prix du Crous, peut tout à fait décrocher de la dynamique vertueuse que ses efforts lui avaient permis d'intégrer, éjecté du monde mobile auquel il aspirait.

Paradoxalement, celles et ceux qui peuvent aujourd'hui se confiner dans de bonnes conditions sont très exactement les personnes qui avaient accès à la liberté de mouvement dans le monde d'avant. Ce sont des personnes qui disposent d'un degré d'autonomie globale leur permettant de choisir les interactions qui les mondialisent : en d'autres termes. Ce sont précisément celles et ceux qui disposaient d'un niveau de « frontièrité » élevé, pour reprendre une expression que j'ai forgée avec Frédéric Giraut pour qualifier nos capacités inégales à traverser les frontières.

Pouvoir se confiner relève du même processus que pouvoir traverser une frontière légalement : il s'agit de deux modalités de l'appartenance au cercle restreint des « acteurs » de la globalisation. Ce sont deux faces de l'«inclusion différentielle» (Sandro Mezzadra) qui régit désormais le corps social. Loin de l'égalité démocratique, l'attribution des droits politiques, notamment l'accès à une citoyenneté pleine et entière, semble dépendre de cette aptitude à pouvoir démontrer de l'utilité individuelle dans la mondialisation. Gommer opportunément de nos radars le fait que ceux qui produisent à bas coût des jeans ou des téléphones, du coton ou des minerais, actent tout autant cette économie inter-reliée que les élites mondialisées. Ne pas voir l'écheveau des liens complexes de notre système monde dont le Covid-19 est le symptôme, ne pas considérer pas la matérialité des biens qui sont derrière les liens électroniques sur lesquels repose notre confinement, c'est faire l'autruche.

Les confinés, c'est-à-dire les plus « frontiérisés », se trouvent être aussi les êtres humains qui ont la plus forte empreinte écologique ! Sortir du confinement ne se fera pas en réouvrant les frontières, mais en re-visibilisant les liens. L'analyse fine des inégalités territoriales du monde mobile qui a produit la crise du Covid-19 constitue une étape essentielle pour poser les bases de la justice sociale nécessaire pour imaginer l'« après ».

Anne-Laure Amilhat Szary, géographe à l'université de Grenoble-Alpes (laboratoire Pacte),
Libération, 27 avril 2020